



CANADA

CONSOLIDATION

**Unemployment Insurance
Benefit Entitlement Adjustments
(Pension Payments) Act**

S.C. 1987, c. 17

CODIFICATION

**Loi sur le réexamen de
l'admissibilité aux prestations
d'assurance-chômage (pension)**

L.C. 1987, ch. 17

Current to April 18, 2022

À jour au 18 avril 2022

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to April 18, 2022. Any amendments that were not in force as of April 18, 2022 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité — lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subsequentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 18 avril 2022. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 18 avril 2022 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

An Act respecting the treatment of pension payments in determining certain unemployment insurance benefit entitlements and to amend the Unemployment Insurance Act, 1971

Short Title

1 Short title

Interpretation

2 Definitions

3 Application of Unemployment Insurance Act, 1971

General

4 Consideration of benefit entitlement with respect to pension payments

5 Consideration of benefit entitlement with respect to post-retirement employment

6 Appeals

7 Charging of payments to Unemployment Insurance Account

Unemployment Insurance Act, 1971

Coming into Force

10 Coming into force

TABLE ANALYTIQUE

Loi concernant la prise en compte de la pension pour la détermination de l'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage et modifiant la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage

Titre abrégé

1 Titre abrégé

Définitions

2 Définitions

3 Application de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage

Dispositions générales

4 Réexamen de l'admissibilité : pension

5 Réexamen de l'admissibilité : emploi occupé après la retraite

6 Appels

7 Imputation au Compte d'assurance-chômage

Loi de 1971 sur l'assurance-chômage

Entrée en vigueur

10 Entrée en vigueur



S.C. 1987, c. 17

An Act respecting the treatment of pension payments in determining certain unemployment insurance benefit entitlements and to amend the Unemployment Insurance Act, 1971

[Assented to 25th June 1987]

L.C. 1987, ch. 17

Loi concernant la prise en compte de la pension pour la détermination de l'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage et modifiant la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage

[Sanctionnée le 25 juin 1987]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short Title

Short title

1 This Act may be cited as the *Unemployment Insurance Benefit Entitlement Adjustments (Pension Payments) Act*.

Interpretation

Definitions

2 (1) In this Act,

Commission means the Canada Employment and Immigration Commission; (*Commission*)

pension means any retirement pension

(a) arising out of employment,

(b) arising out of service in the Canadian Forces or in any police force,

(c) under the *Canada Pension Plan*, or

(d) under a provincial pension plan; (*pension*)

Regulations means the *Unemployment Insurance Regulations*. (*Règlement*)

Titre abrégé

Titre abrégé

1 *Loi sur le réexamen de l'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage (pension).*

Définitions

Définitions

2 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Commission La Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada. (*Commission*)

pension Toute pension de retraite :

a) provenant d'un emploi;

b) provenant d'un emploi à titre de membre des Forces canadiennes ou d'une force de police;

c) versée en vertu du *Régime de pensions du Canada*;

d) versée en vertu d'un régime de pensions provincial. (*pension*)

Other words and expressions

(2) Unless otherwise provided, all words and expressions used in this Act have the same meaning as in the *Unemployment Insurance Act, 1971*.

Application of *Unemployment Insurance Act, 1971*

3 Except to the extent of any inconsistency between this Act and the *Unemployment Insurance Act, 1971*, the provisions of that Act apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of all sums paid or payable under this Act as though those sums were paid or payable as or on account of benefits under that Act and the Commission has, in relation to any matter that may arise under this Act, the same powers that it has in relation to any such matter under that Act.

General

Consideration of benefit entitlement with respect to pension payments

4 The Commission shall consider the entitlement to benefit of any claimant

(a) who made an initial claim for benefit before January 5, 1986, and

(b) whose benefits were eliminated or reduced as a result of the deduction, pursuant to sections 57 and 58 of the Regulations as those sections read on January 5, 1986, from the benefits otherwise payable to the claimant of moneys paid or payable to the claimant after January 4, 1986 on a periodic basis or in a lump sum on account of or in lieu of a pension,

and shall calculate the additional amount of money, if any, to which the claimant would have been entitled if the moneys had not been deducted from the benefits otherwise payable to the claimant and pay that additional amount of money to the claimant.

Consideration of benefit entitlement with respect to post-retirement employment

5 (1) The Commission shall consider the entitlement to benefit of any claimant

(a) whose benefits were, prior to the coming into force of this Act, eliminated or reduced as a result of the deduction, pursuant to sections 57 and 58 of the Regulations as those sections read on January 5, 1986, from the benefits otherwise payable to the claimant of moneys paid or payable to the claimant after January 4,

Règlement Le *Règlement sur l'assurance-chômage*. (*Regulations*)

Terminologie

(2) Sauf disposition contraire, les termes de la présente loi s'entendent au sens de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*.

Application de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*

3 Sauf cas d'incompatibilité, la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage* s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, aux sommes payées ou payables en vertu de la présente loi comme si elles l'étaient au titre des prestations prévues par cette loi, et la Commission est investie, pour toute question régie par la présente loi, des pouvoirs que lui confère cette loi en la matière.

Dispositions générales

Réexamen de l'admissibilité : pension

4 La Commission est tenue de réexaminer l'admissibilité aux prestations du prestataire qui remplit les conditions suivantes :

a) il a formulé une demande initiale de prestations avant le 5 janvier 1986;

b) ses prestations ont été supprimées ou réduites du fait que, conformément aux articles 57 et 58 du Règlement, dans leur version du 5 janvier 1986, les sommes qui lui ont été payées ou qui lui étaient payables après le 4 janvier 1986 — sous forme de montant périodique ou forfaitaire — au titre ou au lieu d'une pension ont été déduites des prestations qui lui étaient par ailleurs payables.

Elle doit ensuite calculer le montant supplémentaire qui aurait été payable au prestataire si la déduction n'avait pas été effectuée et lui verser ce montant.

Réexamen de l'admissibilité : emploi occupé après la retraite

5 (1) La Commission est tenue de réexaminer l'admissibilité aux prestations du prestataire qui remplit les conditions suivantes :

a) ses prestations ont été, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, supprimées ou réduites du fait que, conformément aux articles 57 et 58 du Règlement, dans leur version du 5 janvier 1986, les sommes qui lui ont été payées ou lui étaient payables après le 4 janvier 1986 — sous forme de montant périodique ou

1986 on a periodic basis or in a lump sum on account of or in lieu of a pension,

(b) who had obtained employment after the moneys referred to in paragraph (a) first became payable to the claimant and for whom a benefit period was established on the basis of weeks of insurable employment that were accumulated from that employment while the moneys referred to in that paragraph continued to be paid to the claimant, and

(c) who has, prior to the coming into force of this Act or within twelve months thereafter, applied to the Commission in writing, in the form and manner approved by the Commission, requesting that the claimant's entitlement to benefit be considered by the Commission,

and shall calculate the additional amount of money, if any, to which the claimant would have been entitled if the moneys referred to in paragraph (a) had not been deducted from the benefits otherwise payable to the claimant and pay that additional amount of money to the claimant.

Deemed termination of benefit period

(2) Where a claimant referred to in subsection (1)

(a) had a benefit period that existed after January 4, 1986,

(b) has accumulated from the employment referred to in paragraph (1)(b) the minimum number of weeks of insurable employment necessary to permit the establishment of a new benefit period for the claimant, and

(c) makes a new initial claim for benefit and requests that the benefit period referred to in paragraph (a) be terminated or be deemed to have been terminated on a day specified by the claimant that is after the minimum number of weeks referred to in paragraph (b),

the benefit period referred to in paragraph (a) shall terminate or be deemed to have been terminated on the day so specified by the claimant, notwithstanding that it may have terminated on any other day under subsection 20(6) of the *Unemployment Insurance Act, 1971*, and a new benefit period shall be established or be deemed to have been established for the claimant beginning on the first day of the week next following that day.

Appeals

6 For greater certainty, a decision of the Commission under this Act may be appealed in the like manner as a decision of the Commission under the *Unemployment*

forfaitaire – au titre ou au lieu d'une pension ont été déduites des prestations qui lui étaient par ailleurs payables;

b) il avait obtenu un emploi après que ces sommes lui étaient devenues payables pour la première fois et une période de prestations avait été établie à son profit en fonction du nombre de semaines d'emploi assurable pendant lesquelles il avait exercé cet emploi tout en touchant ces sommes;

c) il lui a, avant l'entrée en vigueur de la présente loi ou dans les douze mois suivant celle-ci, demandé par écrit, conformément aux modalités qu'elle a approuvées, de réexaminer son admissibilité.

Elle doit ensuite calculer le montant supplémentaire qui aurait été payable à ce prestataire si la déduction visée à l'alinéa a) n'avait pas été effectuée et lui verser ce montant.

Fin de périodes de prestations

(2) Pour le prestataire visé au paragraphe (1), la période de prestations en cause prend fin ou est réputée prendre fin à la date qu'il a précisée même si, aux termes du paragraphe 20(6) de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*, elle peut prendre fin un autre jour, si les conditions suivantes sont réunies :

a) cette période de prestations existait après le 4 janvier 1986;

b) il a exercé l'emploi visé à l'alinéa (1)b) pendant le minimum de semaines d'emploi assurable nécessaire pour l'établissement d'une nouvelle période de prestations;

c) il a formulé une nouvelle demande initiale de prestations et demandé que cette période de prestations prenne fin ou soit réputée prendre fin à telle date, postérieure au minimum de semaines d'emploi assurable.

Une nouvelle période de prestations est alors établie ou réputée l'être et elle commence le premier jour de la semaine qui suit la date précisée.

Appels

6 Il est entendu que le prestataire peut en appeler d'une décision rendue par la Commission aux termes de la présente loi selon les modalités prévues en cette matière par la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*, les articles 94 à

Insurance Act, 1971 and sections 94 to 105 of that Act apply, with such modifications as the circumstances require, to an appeal under this Act.

Charging of payments to Unemployment Insurance Account

7 For greater certainty, any sum payable to a claimant under this Act shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund and charged at the time the sum is paid to the Unemployment Insurance Account in the like manner as any sum paid as or on account of benefits under the *Unemployment Insurance Act, 1971* and shall be deemed to be a sum to which the claimant was entitled as or on account of benefits under that Act.

105 de cette loi s'appliquant, compte tenu des adaptations de circonstance.

Imputation au Compte d'assurance-chômage

7 Il est entendu que les sommes payables à un prestataire aux termes de la présente loi sont payées sur le Fonds du revenu consolidé et, au moment de leur versement, portées au débit du Compte d'assurance-chômage de la même manière que celles qui sont payables au titre des prestations en vertu de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*. Elles sont réputées constituer des sommes auxquelles le prestataire avait droit au titre des prestations prévues à cette loi.

Unemployment Insurance Act, 1971

8 [Amendments]

9 [Amendment]

Coming into Force

Coming into force

10 This Act shall come into force or be deemed to have come into force on April 5, 1987.

Loi de 1971 sur l'assurance-chômage

8 [Modifications]

9 [Modification]

Entrée en vigueur

Entrée en vigueur

10 La présente loi entre en vigueur ou est réputée être entrée en vigueur le 5 avril 1987.